

Les migrants, ça coûte aux contribuables, mais ça rapporte beaucoup à d'autres...



Je discutais récemment avec quelques personnes qui sont dans le domaine médical (dentistes, radiologues, gynécologues et autres), et si certains se demandent où passe notre pognon, et comment se crée le déficit de la Sécurité sociale, voilà quelques éléments de réponse.

Le radiologue, qui a son cabinet dans une banlieue HLM pourrie de Région parisienne, ne voit toute la journée que des femmes voilées et des types en Djellabas. Il faut savoir qu'un radiologue est auto-prescripteur et qu'il n'y a pas de limite au nombre de visites remboursées pour certaines prestations, dont les échographies.

Et donc, quand les épouses 1, 2 et 3 sont enceintes, qu'elles ne travaillent jamais, attendent chaque mois le mandat de la

CAF et autres aides sociales, et savent qu'elles ne payent jamais les soins médicaux, elles ont naturellement beaucoup de temps pour aller voir le médecin.

Celui-ci m'a indiqué voir 80 « patients » par jour, que le cabinet ne désemplit pas, qu'il n'a aucun problème de paiement, puisqu'il est réglé uniquement par l'État, et que jamais un euro ne sort de la poche de ses patientes voilées.

Une grossesse dure neuf mois, mais ces bonnes épouses, qui s'inquiètent pour leur progéniture destinée à remplacer les Français, viennent en pratique, souvent pour certaines, faire une échographie par semaine... soit 36 échographies environ. Elles ont le temps et c'est gratuit...(en tout cas pour elles, mais par pour ceux qui travaillent), et donc pourquoi se priver ?

Du coup, ces populations sont de grandes consommatrices de soins médicaux et pour le moindre bobo on va chez ces spécialistes.

Faites le calcul, il m'a indiqué à demi-mot qu'il pouvait ainsi gagner entre 6 000 et 10 000 euros par jour, soit s'il travaille quatre jours par semaine (car souvent, il se réserve un jour de pause), entre 96 000 et 160 000 euros par mois, soit une moyenne d'environ 120 000 € par mois. Ces chiffres sont peut-être un peu exagérés, mais la somme de 100 000 € mensuelle de chiffre d'affaires directement payé par l'État n'est pas hors de propos.

Il y a bien sûr quelques charges fixes et notamment l'achat du matériel qui peut aller jusqu'à 250 000 €, mais qui fait l'objet d'un emprunt et qui est rapidement amorti en quelques mois, et les salaires d'une réceptionniste et d'une secrétaire (soit un budget chargé de 6 000 euros par mois 1500 € X 2 personnes X 2 pour les charges sociales).

Idem pour les dentistes, qui font de l'abattage dans des centres dentaires, dans des banlieues parfois un peu

lointaines, parfois déserts médicaux, où les gens n'ont plus les moyens de payer les frais dentaires.

Évidemment, et même après impôt sur le revenu, il devient beaucoup plus facile à 30 ans de s'acheter un appartement de 150 m² à Neuilly-sur-Seine pour 1 800 000 €... et d'investir dans l'immobilier pour préparer sa retraite.

On comprend mieux que le budget social en France soit de 741 milliards d'euros par an.

A bon entendeur.

Albert Nollet